



LE VRAI MALAISE LE POUVOIR D'ACHAT UN VRAI PROBLÈME, UNE VRAIE COLÈRE

Compte-tenu des taxes supportées par les carburants en France, passer à la pompe revient à passer chez son percepteur : sur un plein de carburant (essence ou gazole) de 50 euros, chaque automobiliste acquitte 30 euros à l'Etat et 20 euros au pompiste. Sur ces 20 euros, environ 15 euros alimentent la spéculation sur le prix du pétrole et se retrouvent, au final, dans la poche des actionnaires. Le reste, soit environ 5 euros seulement, vont véritablement à l'industrie du raffinage et à la distribution (pipelines, camions citernes, dépôts et stations-services).

La France fait partie des 25 % des pays, sur la planète, appliquant un niveau élevé de taxes sur les carburants, destiné à générer des rentrées fiscales et inciter aux économies d'énergie dans les transports, selon une politique basée sur le prix d'accès aux carburants.

En 2014, le prix du pétrole a fortement chuté et le ministre des finances d'alors, un certain Macron, en a profité pour relever le niveau des taxes, qui n'ont pas cessé d'augmenter depuis. Depuis un an, le prix du pétrole est remonté, du fait des spéculations boursières effrénées (la cargaison d'un tanker peut changer 700 fois de propriétaire durant sa traversée) sur fond de géostratégie (menaces américaines sur l'Iran et le Venezuela, destruction des capacités libyennes depuis l'intervention de l'OTAN et de la France, guerre économique annoncée entre USA et Chine, etc.).

Ces deux phénomènes (niveau des taxes, prix élevé du pétrole) concourent à la situation d'aujourd'hui, à savoir des prix à la pompe devenus insupportables pour les travailleurs et les citoyens en France, du fait de la faiblesse des salaires.

Autre point : en France, qui paye l'impôt ?

Ce sont d'abord les **ménages** car, selon le discours dominant, imposer les entreprises impacterait leur « compétitivité ». Si les familles payent aujourd'hui des taxes sur les carburants, c'est avant tout pour compenser les dizaines de milliards de **cadeaux fiscaux** faits aux entreprises et à la classe aisée. De nombreux financements de la protection sociale ont été **remplacés** par les impôts et taxes, non plus prélevés sur la création de valeur dans les entreprises qui, du coup, améliorent les marges (= profits), mais payés par les **contribuables**.

ALORS QUE FAIRE ?

- ➔ **La fiscalité sur les carburants doit baisser**, c'est l'impôt le plus injuste. Il touche notamment les millions de travailleurs qui ont besoin de leur voiture pour se rendre à leur travail. Ce qui est immédiatement possible c'est, par exemple, mettre en place une TICPE (ex-TIPP) flottante, comme cela a déjà été mis en place en 2001, puis de nouveau envisagé en 2012, compensée par le relèvement, par exemple, du taux d'imposition des bénéficiaires des entreprises et des grands groupes, et l'augmentation de la tranche marginale (taux d'imposition des riches, bloqué à 45 %).
- ➔ **Le prix des carburants doit être réglementé par l'Etat** (prix identique partout, comme dans de nombreux pays, et en Outre-mer) : depuis la fin de la fixation des prix par l'Etat en 1983, les carburants auraient dû baisser selon la soi-disant « logique concurrentielle ». Il n'en a rien été, mais cette « logique » a en revanche fait fermer 70 % des stations-services depuis lors !
- ➔ **Le relèvement général des salaires est indispensable**,
Plus 450 € par mois pour toutes les catégories de salariés.
- ➔ Et quand on y réfléchit, **c'est toute la politique de Macron, président des riches, qu'il faut stopper.**

Si le niveau insupportable du prix des carburants semble être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, cette goutte d'eau montre qu'on ne doit plus attendre pour organiser la riposte à l'ensemble des remises en cause que nous subissons. Il nous faut amorcer une large mobilisation, tous en même temps, **à commencer par les secteurs structurants de l'économie** (transports, pétrole, énergie, ports..), pour engager la machine à conquêtes sociales : hausse des salaires, semaine de 4 jours, 100 % Sécu, embauches dans l'industrie et les services publics, retraite à 60 ans...

La CGT a depuis plusieurs années appelé tous les salariés sur les mesures prises par le capital et gouvernement contre les salariés, les retraites, les précaires. La CGT a fait de nombreux appels pour défendre le pouvoir d'achat, la protection sociale, les retraites.

Mais voilà de nombreux salariés ne pensaient peut-être pas que cela allait arriver, que nos dirigeants n'allaient pas toucher aux salariés qui créent les richesses, mais voilà, c'est arrivé... Dans l'autre camp, ils n'ont jamais été aussi riches, ils ne savent pas où mettre l'argent.

Il est grand temps de réagir pour la CGT : revenir à des valeurs telles que le respect de l'humain et aller sur de nouvelles conquêtes sociales.

**La CGT Michelin appelle tous les salariés
dans la lutte et à la grève
les 23 et 24 novembre pour les salaires,
pour la hausse du pouvoir d'achat**

**LA COLERE EST LEGITIME, ORGANISONS-NOUS POUR QU'ELLE
SE TRANSFORME EN ACTION EFFICACE ET EN RESULTATS !**